

Les oppositions à l'Europe communautaire

Introduction

Si, au lendemain des élections européennes de 2014, les « eurosceptiques » semblent avoir le vent en poupe, le développement de résistances et d'oppositions politiques au processus d'intégration européenne constitue un phénomène déjà ancien en France, dont les racines plongent jusqu'à l'origine de la construction européenne elle-même. On pourrait ainsi dire que les oppositions à l'« Europe » apparaissent coextensives du projet de construction européenne lui-même et sont révélatrices des conflits politiques qui traversent nos sociétés depuis le milieu du XX^e siècle. L'ambition, modeste, de ce numéro spécial est d'en donner à voir certains aspects relativement récents puisque nous avons choisi de proposer une exploration comparée des mobilisations d'opposition à l'Union Européenne (UE) en France des années 1990 à nos jours. Autrement dit, en prenant comme point de départ le « moment Maastricht » et parfois même en éclairant des événements qui ont eu lieu en amont de celui-ci (J. Pozzi), en passant par le référendum de mai 2005 sur le Traité constitutionnel européen (TCE) jusqu'aux élections européennes de 2014¹.

¹ Dans une perspective historique, voir Christine Manigand, « Les Français face aux trois premières élections européennes (1979-1989) », *Parlement[s]. Revue d'histoire politique*, 2007, HS n°3, *Penser et construire l'Europe*, p. 103-113.

La difficile ratification du traité en France, avec environ 51% des suffrages exprimés, et l'intense campagne militante à laquelle donne lieu le référendum du 20 septembre 1992 ont en effet révélé que l'intégration européenne était redevenue un sujet de division, alors qu'un relatif consensus pouvait sembler établi depuis la crise de la Communauté européenne de Défense². Ce retour en visibilité du dissensus et les résistances à l'idée d'Europe incarnée par le traité de Maastricht ont revêtu des formes originales par rapport aux précédentes crises européennes (débat sur la CED, débats sur l'opportunité de l'adhésion britannique et référendum du 23 avril 1972). Outre qu'elles ont pu donner lieu à des prises de position publiques de la part de personnalités politiques et intellectuelles, ces oppositions se sont également manifestées par l'émergence de groupements et d'associations dits « eurosceptiques », tant dans l'espace partisan que dans la société civile. On a assisté au développement d'un militantisme souverainiste et alter-européiste autonome quand auparavant la contestation de l'Europe était l'apanage des gouvernements ou des partis politiques. Des mobilisations réunissant divers types d'acteurs et de répertoires ont été entreprises face aux politiques publiques de l'Union Européenne nouvellement créée, et l'enjeu européen s'est progressivement inséré dans les préoccupations des mouvements sociaux. L'intégration européenne a également produit des effets – souvent indirects mais non moins significatifs – au sein des formations et du système partisan.

Si l'historiographie officielle a – logiquement – fait longtemps peu de cas de ces phénomènes d'opposition, l'univers académique a lui-même été relativement lent à s'en saisir. Il faut en effet attendre les années 2000 pour constater l'apparition de rencontres scientifiques se rapportant à ces oppositions à la construction européenne³. D'un point de vue

² Voir Philippe Buton, « La CED, L'Affaire Dreyfus de la Quatrième République ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2004/4, n° 84, p. 43-59 et Christophe Réveillard, *Les premières tentatives de construction d'une Europe fédérale. Des projets de la résistance au traité de CED 1940-1954*, Paris, F.-X. de Guibert, Paris, 2001.

³ On peut citer notamment les journées d'études organisées en février 2009 par J.-M. Guieu et C. Le Dréau intitulées « Anti-européens, eurosceptiques et souverainistes » qui donneront lieu à la publication des Actes dans le numéro éponyme des *Cahiers de l'IRICE*, 2009, n°4 ; l'ouvrage de F. Clavert, P. Hamman et B. Wassenberg (dir.), *Contre l'Europe? Antieuropéisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours*, Vol 1 et 2, Stuttgart, Franz Steiner

historiographique et socio-politique, on peut s'accorder aujourd'hui à reconnaître que l'importance acquise par la contestation de l'Europe communautaire a rappelé que les « anti-européens », « eurosceptiques », « souverainistes », « alter-européens » et leurs entreprises de résistance font également partie de l'histoire de la construction européenne et contribuent à sa compréhension⁴. C'est là le point de départ de ce numéro qui constitue l'aboutissement de rencontres et discussions entamées lors des journées d'études organisées entre les laboratoires d'Histoire (IRICE) et de Science politique (CESSP) de l'Université Paris 1 en 2012 et dont les différents textes présentés constituent une partie des Actes⁵.

En se proposant d'embrasser une diversité de types d'opposition à l'UE, la composition du présent dossier vise dans un premier temps à présenter un panorama large de celles-ci, mais également à mettre au jour les différentes configurations, logiques et trajectoires pouvant mener à la prise d'(op)position, ainsi que les effets produits par celle-ci sur les individus et organisations, comme sur les espaces sociaux et politiques auxquels ils appartiennent. En croisant des analyses issues d'origines disciplinaires différentes, puisque les contributions regroupent des historiens mais aussi des politistes et des sociologues, et à partir de méthodologies et d'approches théoriques variées, ce dossier vise à contribuer au décloisonnement disciplinaire dans l'analyse de l'intégration européenne. Il fait également le pari que l'articulation de ces différentes perspectives sur le phénomène

Verlag, 2010 qui regroupe les Actes du colloque du même nom ; ainsi que les journées d'études Histoire-Science politique « L'Europe & ses opposants » co-organisées en 2012 par C. Le Dréau et E. Reungoat dont ce numéro regroupe une partie des Actes. Au sein de la Science politique française, une première section thématique est consacrée à la question lors du congrès de l'AFSP de 2007. Pour une revue de la littérature à cet égard, cf. C. Bouillaud et E. Reungoat, Introduction, « Tous des opposants ? De l'euroscepticisme aux usages de la critique de l'Europe », *Politique Européenne*, 2014, n° 43, Vol 1, p. 9-45.

⁴ Voir sur ce point l'introduction de Bernard Bruneteau à la journée d'études organisée par l'Université Rennes I, « Les résistances intellectuelles à l'Europe », 29 mars 2013, actes inédits à ce jour ; Cécile Leconte, *Understanding Euroscepticism*, Palgrave Macmillan, 2010 ; Justine Lacroix, *La pensée française à l'épreuve de l'Europe*, Paris, Grasset, 2008.

⁵ Une partie des communications a également donné lieu à la publication d'un numéro spécial de la revue *Politique Européenne* co-dirigé par C. Bouillaud et E. Reungoat : « Opposés dans la diversité. Les usages de l'opposition à l'Europe en France », *Politique Européenne*, *op. cit.*

d'opposition permet de tendre vers une forme complémentarité pour mieux enrichir sa compréhension.

Longtemps négligées dans la littérature⁶, on a pris soin ici de prendre en considération tant les opposants de droite que de gauche à l'UE. La décennie 1990 semble dominée par le développement du souverainisme tant pour le déploiement d'une sphère associative aussi bouillonnante que divisée⁷, qu'au fil des entreprises partisanes successives qui tentent de rassembler ce courant hétérogène. Les principales d'entre elles sont analysées par les politistes et historiens qui ont participé à ce numéro spécial. C'est le cas de CPNT par C. Baticle, du MPF de P. de Villiers notamment lors de son alliance au RPF de C. Pasqua par L. Bonfreschi, ainsi que des dissensions provoquées au sein du RPR évoquées par J. Pozzi, auxquelles on pourrait ajouter, pour compléter ce panorama, le Pôle Républicain de Jean-Pierre Chevènement ou plus récemment Debout la République dirigé par Nicolas Dupont-Aignan. Si elles existent depuis longtemps, notamment portées par le parti communiste dès les années 1950 ainsi que par les organisations trotskystes, les oppositions de gauche à l'UE se diffusent au sein des mouvements sociaux à partir de la fin de la décennie 1990 et gagnent fortement en visibilité dans l'espace politique au début des années 2000 jusqu'à la mobilisation contre le Traité constitutionnel Européen (TCE) lors du référendum de 2005. R. Mathieu souligne l'importance décisive de cette dernière mobilisation dans les récentes recompositions de la gauche du PS, en particulier dans la scission du courant mélenchoniste et la constitution du Parti de gauche (PG) qui s'alliera avec le PCF dans le Front de gauche lors des élections européennes de la fin de la décennie.

Les différentes contributions de ce numéro font clairement ressortir à ce titre, l'importance de « moments » significatifs dans la construction des oppositions à l'UE. Les deux référendums de 1992 et 2005 constituent ainsi des « moments » de cristallisation des oppositions, des événements nodaux qui vont construire, diffuser et pérenniser des clivages sur l'ensemble des décennies suivantes et participer de fait à la recomposition du paysage

⁶ Cf. S. Heine, *Une gauche contre l'Europe ? Les critiques radicales et altermondialistes contre l'UE en France*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2009.

⁷ Voir par exemple Christophe Le Dréau, « L'Alliance pour la souveraineté de la France et l'émergence du militantisme souverainiste (1997-2002) », *Les Cahiers de l'IRICE*, 2009, n° 4.

politique français de ces trente dernières années. Les analyses réunies dans ce numéro montrent que l'on retrouve ce phénomène au sein d'itinéraires individuels comme ceux de P. Manent et de J. Bové, analysés respectivement par G. Châton et P.-M. Terral, comme au sein de différentes organisations, ainsi au RPR (J. Pozzi) ou au PG (R. Mathieu). L'analyse de ce dernier par R. Mathieu donne à voir combien ces moments, en l'occurrence la mobilisation contre le TCE, peuvent constituer une configuration spécifique ouvrant le champ des (alliances) possibles et faire ensuite office de marqueurs politiques jusqu'à être reconstitués, a posteriori, comme des événements fondateurs, centraux dans la constitution de la mémoire collective et des référentiels identitaires des organisations. De même, le positionnement des gaullistes en amont et en aval de Maastricht n'est pas enclin de références à l'histoire de la République gaullienne et à la figure du Général. L'éclairage que porte J. Pozzi sur cette famille politique révèle également les difficultés de positionnement politique de ses principaux leaders, tout comme les différentes stratégies politiciennes qui se font alors jour, autour des questions européennes.

Restituer la diversité des oppositions à l'Europe, c'est aussi montrer et analyser l'enchevêtrement des trajectoires individuelles et collectives qui les construisent. Les contributions de G. Châton et P.-M. Terral s'y attèlent en reconstituant l'itinéraire intellectuel de P. Manent vers un souverainisme singulier et la carrière militante de J. Bové de la lutte syndicale à l'euro-députation. Importance est également donnée ici aux trajectoires intellectuelles et aux soubassements doctrinaux et philosophiques de la contestation de l'UE. Ce n'est pas là un effet de composition. C'est parce que ces opposants, et c'est particulièrement le cas pour les souverainistes, sont prolixes en la matière et se caractérisent souvent par une activité intellectuelle et analytique intense, une production textuelle importante qui se traduit généralement par la publication de nombreuses tribunes dans la presse nationale, dans le développement de journaux et revues⁸ et au travers d'une forte intensité doctrinale pour les entreprises partisanes⁹. C'est également l'occasion de donner à voir, en

⁸ Notamment par la publication de nombreuses tribunes dans la presse nationale.

⁹ On reprend l'expression à A. Dézé. « Le Front National comme entreprise doctrinale », dans F. Haegel, *Partis Politiques et système partisan en France*, Presses de Science Po, 2007, p. 273. Du même auteur, voir *Le Front national : à la conquête du pouvoir ?*, Paris, A. Colin, 2012. Sur l'histoire

particulier à gauche, le développement de projets alternatifs pour l'Europe. Enfin, l'analyse de porteurs diversifiés du message de contestation de la construction communautaire – personnalités et figures intellectuelles, mouvements sociaux et organisations partisans – témoigne également de la manière dont l'enjeu européen produit des conversions et reconversions visibles au travers de trajectoires individuelles et collectives.

L'analyse de la construction des oppositions partisans à l'UE et, pour certaines, de leur pérennisation, vient enfin fournir des éléments de compréhension de l'impact de l'établissement d'une arène politique européenne sur les compétitions nationales. Autrement dit, il s'agit de s'intéresser aux dimensions et à l'évolution de l'europanisation des partis politiques et des clivages au sein des familles politiques nationales, ainsi qu'à celle des pratiques politiques, des référentiels et des discours des militants, de leurs dirigeants ou des eurodéputés. Les différentes contributions soulignent par exemple comment la mise en question de la construction européenne peut venir soutenir ces entreprises collectives en participant d'un référentiel commun comme dans le cas du PG (R. Mathieu) ou peut participer de la politisation de segments de population en lien avec leur activité professionnelle ou de loisir, c'est le cas des chasseurs de CPNT (C. Baticle). Ces deux contributions révèlent bien comment, en constituant un enjeu à la fois transversal aux organisations partisans et aux mouvements sociaux, et un espace de mobilisation secondaire par rapport à l'espace national, l'opposition à l'UE permet la création de réseaux d'action au travers des mobilisations communes qui participent in fine, de la transformation du paysage partisan. Dans le même sens, l'analyse de l'itinéraire protestataire de J. Bové proposée par P.-M. Terral, montre comment l'arène européenne peut être conçue comme « levier supranational de changement », un nouvel espace du jeu politique sur lequel il devient possible de s'appuyer pour transformer en retour les configurations de l'espace politique national mais aussi les politiques publiques qui s'y développent. À l'inverse, l'opposition à « l'Europe » peut également venir remettre en cause la doctrine, la cohésion interne et plus largement les entreprises politiques collectives qui la portent en révélant et

du FN, on se reportera à la récente synthèse de Valérie Igounet, *Le Front national de 1972 à nos jours. Le parti, les hommes, les idées*, Paris, Seuil, 2014.

questionnant les lignes de failles existantes à cet égard au sein des organisations, comme dans le cas du RPR en 1992 (J. Pozzi) avec la fronde souverainiste menée par Philippe Séguin et Charles Pasqua ou de l'éphémère expérience du RPF en 1999 (L. Bonfreschi). L'intégration européenne apparaît ainsi comme une matrice indirecte de recomposition des cultures politiques et des mémoires collectives qui se construisent entre la fin du siècle dernier et ce début de siècle.

Jérôme Pozzi (Agrégé, Docteur en Histoire contemporaine, CRULH)
et Emmanuelle Reungoat (Maitre de Conférences en Science politique,
Université de Montpellier 1, CEPPEL)